

Document de Politique

Comblers l'écart 2 :

Fournir des solutions sûres et durables pour l'éducation des filles dans les situations de crise



Réseau Inter-agences
pour l'Education en
Situations d'Urgence

Le Réseau Inter-agences pour l'Éducation en Situations d'Urgence (INEE) est un réseau public mondial composé de représentants d'organisations non gouvernementales, d'agences des Nations unies, d'organismes donateurs, de gouvernements et d'institutions universitaires qui travaillent ensemble pour garantir le droit à une éducation de qualité et sûre pour toutes les personnes touchées par des crises. Pour en savoir plus, veuillez consulter le site www.inee.org

Publié par :

Réseau Inter-agences pour l'Éducation en Situations d'Urgence (INEE)
C/o International Rescue Committee
122 East 42nd Street, 12th floor
New York, NY 10168
États-Unis d'Amérique

INEE © 2022

Ce document est sous licence Creative Commons Attribution-ShareAlike 4.0. Il est attribué au Réseau Inter-agences pour l'Éducation en Situations d'Urgence (INEE).

Citation suggérée :

Réseau Inter-agences pour l'Éducation en Situations d'Urgence (INEE). (2022). Comblent l'écart 2 : Fournir des solutions sûres et durables pour l'éducation des filles dans les situations de crise. INEE, New York, NY. <https://inee.org/fr/ressources/comblent-lecart-2-fournir-des-solutions-sures-et-durables-pour-leducation-des-filles-dans>

Licence :

Creative Commons Attribution ShareAlike 4.0.



Image de couverture :

Colombie, 2009 © J Arrendondo, IRC

Remerciements

Ce document politique a été rédigé par Ruth Naylor, autrice principale du rapport *Attention à l'écart 2 : Recherche de solutions sûres et durables pour l'éducation des filles dans les situations de crise*. Il résume les conclusions de *Attention à l'écart 2* et a été commandé par le Réseau Inter-agences pour l'Éducation en Situations d'Urgence (INEE) sous les auspices du Groupe de Référence de l'INEE sur l'éducation des filles en situations d'urgence. Les constatations et les conclusions de ce document politique sont celles de l'autrice et ne reflètent pas nécessairement les positions ou les politiques de l'INEE.

Nous tenons à remercier le Groupe de Référence de l'INEE sur l'éducation des filles en situations d'urgence, l'Équipe de travail spécialisée sur le genre de l'INEE et d'autres personnes qui ont donné de leur temps et de leur expertise pour enrichir ce document de politique. Il a été examiné par l'Agence de coopération internationale allemande pour le développement, Affaires mondiales Canada, l'INEE, le Service Jésuite pour les Réfugiés, le Bureau des Affaires étrangères du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni et le Fonds international d'urgence pour l'enfance des Nations Unies.

L'INEE remercie Affaires mondiales Canada pour son soutien financier apporté à ce document de politique. Nous remercions également les agences, les fondations, les institutions et toutes celles et ceux qui apportent un soutien financier et consacrent de leur temps au réseau.

Le processus d'élaboration du document de politique a été géré par Lauren Gerken, coordinatrice pour la thématique du Genre de l'INEE.

La révision a été réalisée par Alison McKelvey Clayson.

Cette traduction a été réalisée en collaboration avec Translators without Borders (Traducteurs Sans Frontières - CLEAR Global) et l'INEE.

Conçu par 2D Studio.

Table des matières

Introduction	5
Résumé des progrès	6
Lacunes dans l'offre	8
Lacunes liées au genre dans l'offre d'éducation à distance pendant la fermeture des écoles	8
Lacunes dans la prévention de la violence basée sur le genre en milieu scolaire	9
Lacunes dans l'éducation des filles liées au changement climatique	10
Lacunes dans les données et les preuves	12
Lacunes dans le financement	13
Actions recommandées	14
Actions pour les gouvernements nationaux des pays touchés par une crise	14
Actions pour les gouvernements des pays à fortes émissions de carbone	15
Actions pour les donateurs bilatéraux et multilatéraux	15
Actions pour la société civile	15
Actions pour les personnes qui collectent et assemblent les données	16
Actions pour les personnes qui financent la recherche	16
Actions pour le personnel enseignant et autre personnel de l'éducation	17

Introduction

Lors du 44e Sommet du Groupe des Sept (G7) organisé au Canada à Charlevoix les 8 et 9 juin 2018, les dirigeants des sept des plus grandes économies du monde¹ ont adopté la Déclaration de Charlevoix sur l'éducation de qualité pour les filles, les adolescentes et les femmes dans les pays en développement (ci-après « la Déclaration de Charlevoix sur l'éducation de qualité »), s'engageant collectivement à investir dans une éducation de qualité pour les filles et les femmes pendant le conflit et la crise, y compris les personnes réfugiées et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Le Groupe de Référence du Réseau Inter-agences pour l'Éducation en Situations d'Urgence a commandé une série de rapports de suivi mondiaux pour suivre les progrès des objectifs énoncés.

Ce document de politique résume les conclusions du deuxième rapport de suivi de l'INEE : *Attention à l'écart 2 : Recherche de solutions sûres et durables pour l'éducation des filles dans les situations de crise*.² Il suit les progrès réalisés dans le même groupe des 44 pays touchés par une crise identifiés dans le premier rapport *Attention à l'écart*, et se concentre sur trois thèmes³ :

- **L'apprentissage à distance pour les filles** : comment les interventions peuvent soutenir les apprentissages à distance lorsque les filles n'ont pas accès à l'école, et les stratégies pour surmonter les obstacles liés au genre, notamment la fracture numérique lié au genre
- **Violence basée sur le genre (VBG) et éducation des filles** : stratégies pour suivre et réduire la VBG dans les écoles et comment les prestataires des services éducatifs peuvent contribuer à la prévention, à la protection et à la récupération de la VBG dans la communauté pendant une crise, notamment lors des périodes de fermeture des écoles
- **L'éducation des filles et le changement climatique** : comment l'éducation des filles est impactée par le changement climatique ; comment l'éducation des filles peut soutenir la résilience face au changement climatique et atténuer les effets du changement climatique ; comment permettre aux filles d'exprimer leurs opinions pour faire face aux problèmes climatiques.

Ce document de politique commence par résumer les progrès réalisés depuis 2020, date à laquelle le premier rapport *Attention à l'écart* a été rédigé. Il examine ensuite les lacunes en matière de fourniture, de données et de financement concernant ces trois domaines thématiques. Enfin, il recommande des actions pour aider un éventail

1 La Déclaration de Charlevoix a été adoptée par le Canada, l'Union Européenne, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, et le Royaume Uni.

2 INEE (2022). *Attention à l'écart 2 : Recherche de solutions sûres et durables pour l'éducation des filles dans les situations de crise*. <https://inee.org/fr/ressources/attention-lecart-2-recherche-de-solutions-sures-et-durables-pour-education-des-filles>

3 INEE (2021). *Attention à l'écart : L'état de l'éducation des filles dans les crises et les conflits*. <https://inee.org/fr/ressources/attention-lecart-letat-de-leducation-des-filles-dans-les-crisis-et-les-conflits>.

de parties prenantes à combler ces lacunes. (Pour une analyse plus large des progrès et des lacunes dans l'éducation des filles et des femmes dans les contextes de crise et de conflit, notamment les contextes de déplacement forcé, et les actions nécessaires pour combler ces lacunes, voir le premier [document de politique de l'INEE Comblant l'écart](#)).

***Note : L'INEE reconnaît que la langue genrée renforce le sexisme et le patriarcat. Afin de ne pas renforcer cela, nous essayons d'utiliser le plus possible une écriture inclusive. Dans les cas où celle-ci n'est pas possible, nous privilégions l'utilisation du genre féminin. Si vous avez des conseils, des réflexions ou des questions par rapport à cette écriture ou des suggestions sur la façon dont nous pouvons améliorer notre utilisation d'un langage équitable entre les sexes à l'avenir, n'hésitez pas à nous écrire à gender@inee.org.*

Résumé des progrès

Colombie. 2016 © Edgar León, NRC

Il existe des preuves des progrès vers l'atteinte des objectifs de la Déclaration de Charlevoix sur une éducation de qualité depuis la publication du premier rapport *Attention à l'écart* en 2021. Les données mondiales indiquent que dans la période juste avant la pandémie de COVID-19, la situation s'améliorait et les écarts en termes d'accès à l'éducation et aux apprentissages par rapports aux différents sexes se réduisaient considérablement. Début 2020, les taux d'achèvement du primaire des filles étaient similaires ou supérieurs à ceux des garçons dans 20 des 33 pays pour lesquels des données étaient disponibles. Et dans les évaluations de lecture des premières années (2e ou 3e année), les filles ont obtenu de meilleurs résultats que les garçons dans la plupart des pays touchés par une crise pour lesquels des données sont disponibles (15 pays sur 17). Des données directement comparables pour les années précédentes n'étaient pas disponibles au moment de la rédaction du premier rapport *Attention à l'écart*. Mais des données comparables sur le taux moyen d'admission en dernière année du premier cycle de secondaire dans les pays touchés par une crise indiquent une augmentation de 51 % en 2019 à 53 % en 2020 pour les filles comme pour les garçons.⁴ L'analyse des données sur les résultats d'apprentissage disponibles au moment de la rédaction du premier rapport *Attention à l'écart* a indiqué que les résultats d'apprentissage des filles étaient auparavant inférieurs à ceux des garçons dans de nombreux pays touchés par une crise.

Il existe de nouvelles preuves que la pandémie de COVID-19 a entraîné des revers importants et à long terme dans ces progrès, mais il est encore trop tôt pour estimer de manière fiable leur ampleur. Par exemple, une étude au Bangladesh a révélé qu'une fille sur dix âgée de 12 à 15 ans a déclaré ne pas être retournée à l'école après la réouverture ; et une étude dans quatre comtés du Kenya a révélé que 16 % des filles et 8 % des garçons âgés de 15 à 19 ans ne se sont pas réinscrits au cours des deux premiers mois de la réouverture des écoles en 2021.⁵ Le suivi global des fermetures d'école par l'UNESCO montre que, entre mars 2020 et novembre 2021, les pays touchés par une crise étaient concernés par des fermetures d'écoles complètes au niveau national pour une durée moyenne de 25 semaines, comparé à une moyenne de 18 semaines pour les autres pays.⁶

Il y a également eu une **amélioration dans l'accessibilité des données**, avec des données sur les taux d'achèvement du parcours scolaire et sur les résultats d'apprentissage qui sont

4 Les moyennes ont été calculées par l'auteurice à l'aide de données extraites de la base de données de l'ISU en octobre 2021 et octobre 2020. Les moyennes ne sont pas pondérées. Les données de la Jordanie et du Liban sont exclues de ces calculs.

5 UNESCO (2021). *Quand les écoles ferment. L'impact sexué des fermetures d'écoles pour cause de Covid-19*. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000379270>.

6 Calculs propres à l'auteurice, fondés sur l'ensemble des données globale UNESCO sur la durée des fermetures d'écoles (n.d.) <https://en.unesco.org/covid19/educationresponse#schoolclosures> consulté le 19 janvier 2022

maintenant disponibles pour de nombreux autres pays touchés par une crise⁷ ainsi que l'utilisation de meilleures techniques de collecte des données qui soutiennent la collecte de données sensibles telles que des sondages relatifs à la violence dans les écoles.⁸

L'un des progrès les plus significatifs a sans doute été la **prise de conscience accrue**, notamment chez les gouvernements donateurs, de **l'importance de veiller à ce que toutes les filles, y compris celles qui sont touchées par des crises, puissent suivre une éducation sûre et de qualité pendant 12 ans**. Cela est évident au vu des engagements pris au sommet du G7 de 2021 et de la volonté des partenaires de développement de s'unir derrière des buts communs pour l'éducation des jeunes filles, ce qui inclut un focus explicite sur les filles impactées par le conflit, les déplacements et des catastrophes naturelles.⁹

Les fermetures d'écoles en masse en réponse à la pandémie de COVID-19 ont attiré l'attention sur le rôle vital de protection que la scolarisation apporte aux jeunes filles, ainsi que sur la nécessité de développer des systèmes éducatifs pour protéger les filles contre la VBG durant de telles fermetures d'école. Il est aussi devenu évident **qu'il faut aborder le problème des barrières de genre que l'on peut rencontrer dans l'apprentissage à distance**.¹⁰ Dans le même temps, la fréquence et l'intensité accrues des catastrophes climatiques est un signe clair de l'urgence climatique à laquelle notre planète fait face, soulignant le rôle majeur que **l'éducation des filles doit avoir dans les efforts de résilience climatique et d'atténuation du changement climatique**.¹¹

Il y a des signes encourageants que certains donateurs augmentent leurs financements lorsqu'ils et elles deviennent plus conscientes de l'importance de l'éducation des filles et des femmes durant les crises. Afin de promouvoir la transparence et la redevabilité des engagements pris par les donateurs du G7 et des partenaires de financement comme convenu dans la [Déclaration de Charlevoix sur l'éducation de qualité](#), le [Groupe de référence sur l'éducation des filles en situations d'urgence de l'INEE](#) a développé un [tableau de bord interactif public](#) qui visualise les fonds promis et versés en résultat des engagements de Charlevoix. Le tableau de bord montre que tous les donateurs de Charlevoix ont atteint ou sont en voie d'atteindre leurs engagements de Charlevoix et beaucoup ont déjà dépassé leurs engagements.

7 Voir INEE (2022), Section 6.2.1.

8 Les exemples incluent l'utilisation d'auto-entretiens assistés par ordinateur. Voir INEE (2022), Section 4.1.

9 Voir Bureau des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement (2021). *Déclarations sur l'éducation des filles : Rétablissement de la COVID-19 et déblocage de l'agenda 2030*. [Policy Paper / Document de politique]. <https://www.gov.uk/government/publications/g7-foreign-and-development-ministers-meeting-may-2021-communique/declaration-on-girls-education-recovering-from-covid-19-and-unlocking-agenda-2030>

10 Voir UNESCO (2021). *Quand les écoles ferment. L'impact sexué des fermetures d'écoles pour cause de Covid-19*.

11 Voir Attention à l'écart 2, Section 5.5.

Lacunes dans l'offre

Pakistan, 2014 © S Fayyaz, IRC

Lacunes liées au genre dans l'offre d'éducation à distance pendant la fermeture des écoles

Beaucoup de réponses éducatives d'urgence ne répondent pas suffisamment au problème des lacunes liées au genre dans leur conception. Par exemple, dans la course pour fournir des alternatives pour **l'éducation à distance** face aux fermetures des écoles causée par la pandémie de Covid-19, les prestataires des services éducatifs ne prenaient souvent pas en compte une approche sensible au genre ou inclusive lors de la conception et de la planification de leur intervention.¹² Les approches les plus largement adoptées par les systèmes éducatifs nationaux étaient dépendantes de l'accès à la technologie, y compris dans des contextes dans lesquels les étudiantes et les enseignantes avaient seulement un accès limité à des technologies de base, telles que la radio et la télévision, sans parler de technologies plus avancées et dépendantes de l'accès à internet. Au niveau mondial, au moins 222 millions de filles ne pouvaient pas être atteintes par le biais de l'apprentissage à distance.¹³

Les barrières à l'éducation à distance pour les filles incluent des comportements genrés et des pratiques qui peuvent limiter leur accès à des équipements électroniques, ainsi qu'une charge disproportionnée en tâches ménagères et responsabilités de soin qui peuvent limiter le temps qu'une fille peut consacrer à étudier à la maison. Les lacunes liées au genre en compétences numériques peuvent encore davantage limiter leur accès. Là où le problème de ces barrières n'est pas traité, les programmes d'éducation à distance risquent de creuser les lacunes liées au genre en excluant de nombreuses filles de l'opportunité d'apprendre.¹⁴

12 UNESCO, UNICEF, la Banque Mondiale et l'OECD (2021). *Et après ? Leçons sur le relèvement de l'éducation : Conclusions d'un sondage des Ministères de l'éducation durant la pandémie de COVID-19.*

13 UNICEF (2020a). COVID-19 : Les enfants peuvent-ils continuer à apprendre durant les fermetures d'écoles ? Analyse globale de la portée potentielle des politiques d'apprentissages à distance. [COVID-19 et fermetures d'écoles : Les enfants peuvent-ils continuer à apprendre - données UNICEF.](#)

14 Voir Attention à l'écart 2, Section 3.1.

Approches d'apprentissage à distance avec peu ou pas de contenu technologique

Il y a de nombreux exemples de programmes qui ont apporté de l'éducation et un soutien à l'apprentissage pour les filles à leur domicile et dans leur communauté locale sans dépendre de technologies numériques.¹⁵ Des exemples prometteurs identifiés dans Attention à l'écart 2 incluent :

- l'instruction radiophonique interactive ;
- le travail avec des personnes leaders communautaires et des travailleuses basées dans les communautés pour distribuer des ressources d'apprentissage ;
- les groupes d'apprentissage dans la communauté animés par des bénévoles ;
- les espaces communautaires avec des ressources d'apprentissage situées dans la communauté ; et
- le conseil aux parents sur comment soutenir l'apprentissage des filles, incluant la présentation des ressources d'apprentissage disponibles.

Lacunes dans la prévention de la violence basée sur le genre en milieu scolaire

La plupart des 44 pays touchés par une crise ont des programmes nationaux pour réduire la violence par le personnel des écoles et des plans d'action nationaux pour réduire la violence dans les écoles.¹⁶ Cependant, un volume croissant de données disponibles sur la prévalence de la violence dans les écoles dans ces mêmes pays indique une **faible mise en œuvre des politiques de réduction de la violence dans les écoles, particulièrement de la violence basée sur le genre en milieu scolaire** (VBGMS). L'une des lacunes de mise en œuvre identifiée est que les leaders éducatifs au niveau du district et de l'école n'ont pas reçu de formation ou de ressources suffisantes pour suivre et répondre aux cas de VBG en milieu scolaire. Ils et elles ont une capacité limitée à faire appliquer les lois et à promulguer des politiques. Par conséquent, la sensibilisation aux politiques et leur mise en œuvre au niveau des écoles sont limitées.

¹⁵ Voir Attention à l'écart 2, Section 3.2.2.

¹⁶ Voir Attention à l'écart 2, Section 4.2.

Apprendre en toute sécurité : Cadre programmatique et outil d'analyse comparative

« Apprendre en toute sécurité » est une initiative mondiale dédiée à l'éradication de la violence contre les enfants dans et par les écoles. La coalition a traduit son Appel à l'Action en cinq points dans un [Cadre programmatique mondial et outil d'analyse comparative](#) et a conduit des exercices de diagnostic en utilisant cet outil au Népal, au Soudan du Sud et en Ouganda.

L'exercice de diagnostic a impliqué les parties prenantes au niveau national, du district et de l'école et a impliqué une révision documentaire des lois, des politiques et des directives, ainsi que des entretiens. Des exemples de bonnes pratiques ont été trouvés dans tous les pays tels que des documents de politiques et juridiques solides qui interdisent la violence, ainsi que l'inclusion de la prévention de la violence dans les plans sectoriels d'éducation. Par exemple, le plan général sectoriel d'éducation du Soudan du Sud comprend une stratégie visant à fournir des espaces sûrs, à promouvoir les écoles en tant que zones de paix et à sensibiliser les communautés à la VBG en milieu scolaire.

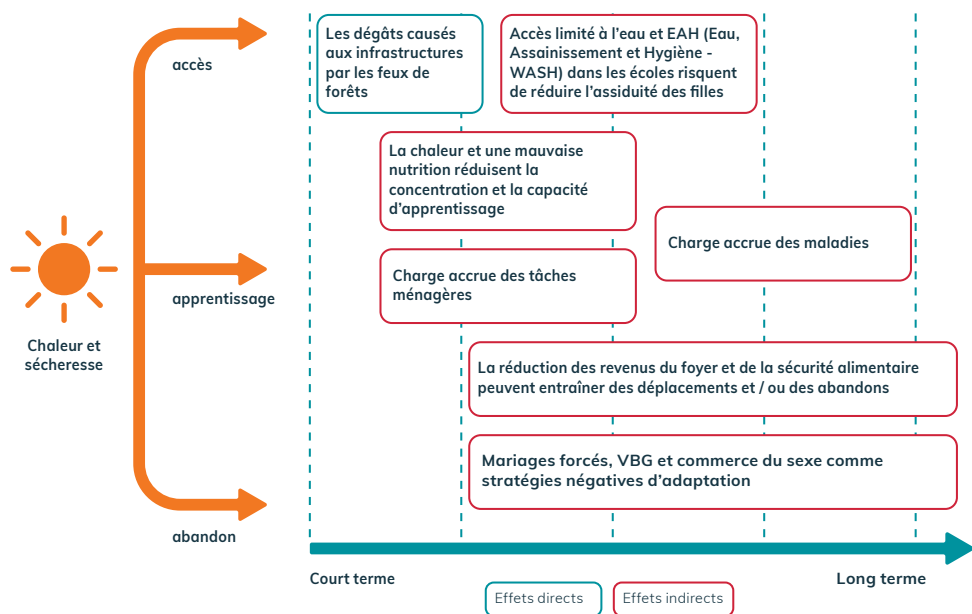
Les exercices de diagnostic ont révélé que tous les pays avaient besoin d'améliorations dans les domaines suivants : la coordination, la diffusion, le suivi et l'évaluation des initiatives de prévention de la violence. Mais aussi un rôle plus important pour les responsables de district, et une plus grande intégration des stratégies de prévention de la violence dans et autour des écoles, et l'inclusion de ces stratégies dans les plans du secteur de l'éducation, avec des indicateurs, des plans d'action et des budgets.

Source: Safe to Learn. (2020). [Safe to Learn diagnostic exercises in Nepal, Pakistan, South Sudan and Uganda: Synthesis report](#). Safe to Learn.

Lacunes dans l'éducation des filles liées au changement climatique

Le changement climatique entraîne une augmentation de la fréquence et de l'intensité des catastrophes liées aux conditions météorologiques dont les impacts sont ressentis le plus durement par les pays à revenu faible et intermédiaire, les filles et les femmes étant souvent les plus vulnérables. Les catastrophes liées aux conditions météorologiques peuvent entraîner la destruction des infrastructures scolaires et provoquer des déplacements forcés. Les effets sur les foyers, notamment la perte de revenus et la sécurité alimentaire, qui conduisent souvent à des stratégies d'adaptation liées au genre comme le mariage forcé, peuvent aussi affecter indirectement la capacité des filles à aller à l'école, à apprendre et à terminer leur scolarité (voir graphiques 1-2). Le Fonds Malala a estimé qu'au moins quatre millions de filles en 2021 n'ont pas pu terminer leur éducation en raison du changement climatique.¹⁷

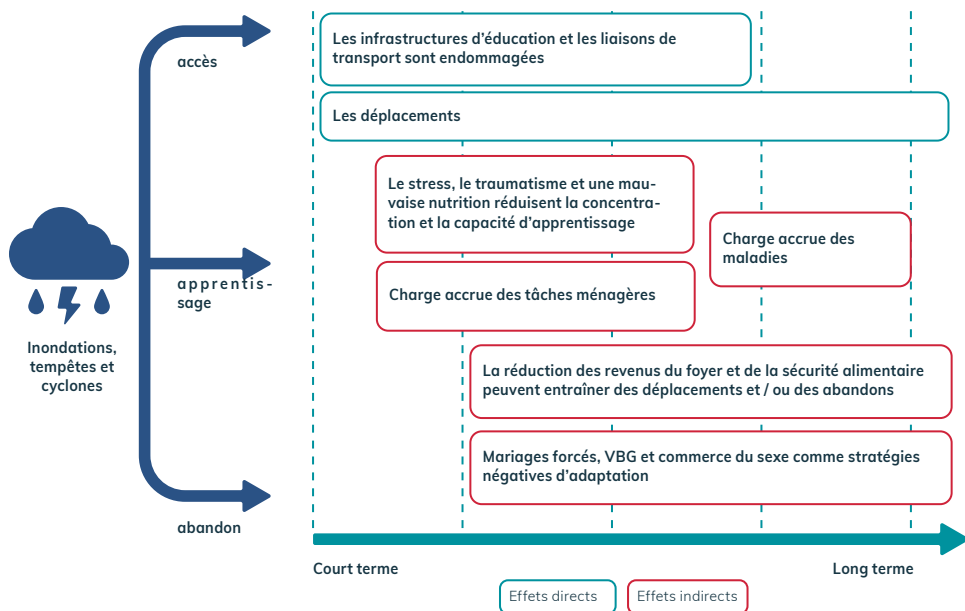
Graphique 1 : Impacts directs et indirects de la chaleur et de la sécheresse sur l'éducation des filles.



Source: Sims, 2021

¹⁷ Fonds Malala (2021). *Un avenir plus vert et plus juste : Pourquoi les dirigeants doivent investir dans le climat et l'éducation des filles.*

Graphique 2 : Impacts directs et indirects des inondations, tempêtes et cyclones tropicaux.



Source: Sims, 2021

L'éducation des filles peut jouer un rôle important dans l'atténuation du changement climatique et la résilience. Il existe de nouvelles preuves et un intérêt politique croissant dans le rôle de l'éducation des filles en matière de lutte contre la crise climatique, en augmentant la résilience climatique et la capacité d'adaptation, en donnant aux femmes et aux filles les moyens de participer aux forums de prise de décision pour faire face aux impacts du changement climatique, et dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) et les compétences écologiques.¹⁸ Les appels des donateurs à équiper les filles en tant qu'agents du changement dans la crise climatique n'ont pas encore abouti à un financement et à une programmation pour l'étayer.¹⁹ Parce que le changement climatique est un problème mondial, la réponse éducative doit également être mondiale. Éduquer les enfants sur le changement climatique est une stratégie importante pour atténuer les risques auxquels ils et elles sont confrontés, en particulier les filles vivant dans des pays touchés par une crise et à fortes émissions.

18 Voir Attention à l'écart 2, Section 5.3.

19 Voir Attention à l'écart 2, Section 5.4.

Lacunes dans les données et les preuves

Jordanie. 2016 © Hussein Amri, NRC

Le deuxième rapport Attention à l'écart a identifié un certain nombre de lacunes essentielles en matière de données et de preuves pour l'éducation à distance, la VBG dans les écoles et l'éducation pour l'atténuation du changement climatique qui doivent être abordées afin d'améliorer les politiques, la planification et la programmation dans ces domaines.

- En ce qui concerne **l'éducation à distance et à domicile**, la prolifération des approches adoptées lors des fermetures d'écoles résultant de la COVID-19 offre une occasion unique de rechercher à grande échelle comment différentes approches ont contribué à la continuité de l'apprentissage, à la rétention et à la réintégration des filles à l'école. Mais les conclusions de ce rapport indiquent également un besoin accru de données quantitatives et qualitatives sur l'accès et l'engagement des filles aux technologies de communications pour l'apprentissage, notamment la radio, la télévision, les téléphones portables et les appareils connectés à Internet.²⁰
- Il reste d'importantes lacunes dans les données sur la prévalence de la **VBG en milieu scolaire**, en particulier parmi les populations déplacées de force.²¹ Il existe également des lacunes dans les preuves sur comment fonctionne la prévention concernant la VBG en milieu scolaire, en particulier dans le domaine de la mise en œuvre efficace des politiques gouvernementales. Des progrès ont été accomplis dans la production de preuves sur l'efficacité des approches scolaires globales pour réduire la VBG en milieu scolaire, mais les études restent à petite échelle et mesurent rarement les impacts à plus long terme.²² Il est également nécessaire d'améliorer les méthodes de collecte des données afin que la vie privée des survivantes soit respectée.²³
- **L'éducation des filles et le changement climatique** sont un domaine d'intérêt et de discussion relativement nouveau parmi les chercheurs et les chercheuses et la communauté internationale. Il reste des lacunes fondamentales dans les données sur les déplacements forcés résultant de conditions météorologiques extrêmes, avec un manque de données désagrégées par âge et par sexe dans de nombreux contextes, rendant ainsi difficile l'estimation de l'impact mondial sur les filles et les femmes.²⁴ Il existe également un manque de preuves sur les approches transdisciplinaires et pédagogiques les plus efficaces pour promouvoir des comportements durables, et sur la manière dont les systèmes éducatifs peuvent être rendus plus efficaces pour préparer la prochaine génération à mieux faire face au changement climatique.²⁵

20 Voir Attention à l'écart 2, Section 3.1.1.

21 Voir Attention à l'écart 2, Section 4.1.

22 Voir Attention à l'écart 2, Section 4.2.

23 Voir Attention à l'écart 2, Section 4.1.

24 Voir Attention à l'écart 2, Section 5.2.

25 Voir Attention à l'écart 2, Section 5.4.

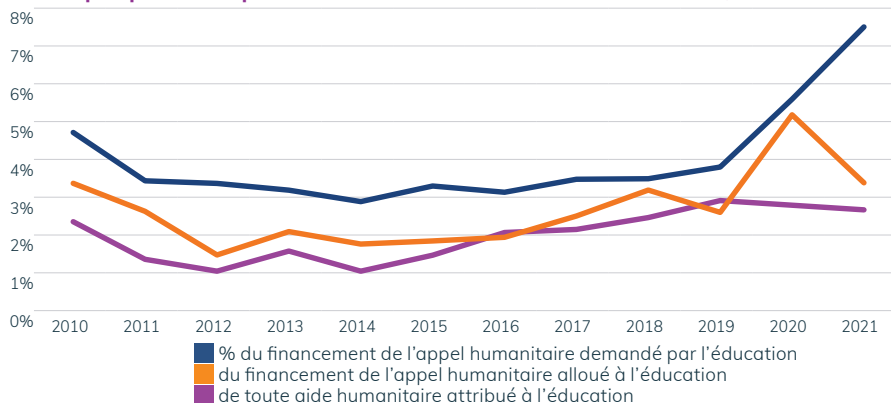
Lacunes dans le financement

Irak. 2018 © Tom Peyre-Costa NRC

En 2020, seuls trois pays touchés par une crise (Burkina Faso, Éthiopie et Sénégal) ont atteint les deux critères de référence internationaux en matière de dépenses publiques en éducation : 5 % du produit intérieur brut (PIB) et 20 % des budgets nationaux. Les données indiquent qu'entre 2016 et 2020, de nombreux pays touchés par une crise ont réduit la part du PIB consacrée à l'éducation.²⁶

Bien que les engagements de financement spécifiques pris par les donateurs en réponse à la Déclaration de Charlevoix sur l'éducation de qualité aient été respectés, une analyse plus large de l'aide à l'éducation indique que la communauté internationale des donateurs n'accorde toujours pas suffisamment la priorité à l'éducation dans le cadre de l'aide humanitaire, et que l'aide au développement pour l'éducation ne cible pas les pays où les besoins sont les plus importants en termes de nombre de filles non scolarisées.²⁷ La proportion d'aide humanitaire demandée pour l'éducation est passée de 3,8 % en 2019 à 7,6 % en 2021, indiquant qu'il s'agit d'une priorité croissante pour les acteurs et actrices humanitaires. Cependant, environ 3 % de l'aide humanitaire est allouée à l'éducation par les donateurs, ce qui reste faible.

Graphique 3 : Proportion de l'aide humanitaire à l'éducation, 2010-2021



Source: UN OCHA Financial Tracking Service, consulté le 22 janvier 2021

Le Tchad, Madagascar et le Soudan comptent tous un nombre très élevé de filles non scolarisées, mais reçoivent beaucoup moins d'aide à l'éducation que certains pays à revenu intermédiaire accueillant d'importantes populations de personnes réfugiées. En 2019, la Jordanie a reçu une aide à l'éducation de 35 dollars par habitant, contre moins de 1 dollar par habitant pour l'aide à l'éducation au Soudan.

²⁶ Voir Attention à l'écart 2, Section 7.1.

²⁷ Voir Attention à l'écart 2, Section 7.2.

Actions recommandées

Jordanie. 2016 © Hussein Amri, NRC

Actions pour les gouvernements nationaux des pays touchés par une crise

Les partenaires de développement internationaux doivent aider les gouvernements nationaux à mettre en œuvre les recommandations suivantes :

- Les gouvernements doivent respecter leurs engagements d'allouer à l'éducation au moins 20% des dépenses publiques, comme indiqué dans la Déclaration d'Incheon (2015), la Déclaration de Kenyatta (2021)²⁸ et la Déclaration de Paris (2021).²⁹
- Les gouvernements doivent s'assurer à ce qu'une analyse actualisée et approfondie de l'éducation nationale en matière de genre et d'inclusion soit disponible, et qu'elle inclut les populations en situations de crise chronique et s'appuie sur des données relatives aux obstacles à l'éducation à distance ainsi que sur les possibilités d'apprentissage en personne.
- Les gouvernements, en collaboration avec leurs partenaires dans les clusters et les groupes de travail d'éducation locaux, doivent concevoir et adapter les réponses à la crise du secteur de l'éducation sur la base des conclusions des analyses de genre de l'apprentissage, en garantissant également l'accès à l'apprentissage à domicile lorsque les écoles ferment.
- Les gouvernements et leurs partenaires doivent établir des points de convergence scolaires ou communautaires chargés de maintenir le contact entre le système éducatif et les foyers des filles.
- Les gouvernements et leurs partenaires devraient coordonner tous les secteurs pour fournir, suivre et soutenir l'apprentissage, la protection et le bien-être des filles pendant les crises.
- Les gouvernements et leurs partenaires devraient travailler avec les parents et les éducatrices pour les aider à comprendre la valeur de l'éducation des filles et l'importance de leur permettre de continuer à apprendre à distance lorsque les écoles ferment. Ils devraient également fournir aux parents et aux éducateurs et éducatrices des conseils

28 Approuvé par le Burkina Faso, la République du Congo, Djibouti, le Malawi, le Mozambique, le Niger, le Nigeria, la Somalie, l'Ouganda, le Zimbabwe.

29 Approuvé par le Bangladesh, la Colombie, l'Éthiopie, Haïti, le Liban, le Mali, le Myanmar, les Philippines, la Syrie, le Venezuela, le Yémen et le Zimbabwe.

pratiques sur la meilleure façon de soutenir l'apprentissage des filles dont ils et elles ont la charge.

- Les gouvernements devraient soutenir les écoles, les prestataires d'enseignement informel et les bureaux d'éducation de district dans leurs efforts pour développer des systèmes de sauvegarde solides ainsi que former et donner les moyens au personnel des districts et des écoles pour les mettre en œuvre.
- Les gouvernements et leurs partenaires devraient améliorer la qualité, le contenu et la sensibilité tenant compte du genre de l'éducation au changement climatique et de l'éducation à la durabilité environnementale.

Actions pour les gouvernements des pays à fortes émissions de carbone

- Les pays à fortes émissions de carbone devraient investir dans la recherche et la mise en place d'une éducation efficace pour développer les compétences et changer les comportements afin d'atténuer le changement climatique.

Actions pour les donateurs bilatéraux et multilatéraux

- Les donateurs devraient travailler avec les gouvernements nationaux pour les aider à mettre en œuvre les actions énumérées ci-dessus.
- Les donateurs devraient soutenir les organisations nationales de la jeunesse et des jeunes féministes qui travaillent sur le genre, l'éducation et le changement climatique.
- Les donateurs devraient répondre à la priorité accrue accordée à l'éducation dans les appels humanitaires en augmentant leurs dépenses humanitaires pour l'éducation, soit globalement (au mieux) soit en tant que pourcentage des dépenses humanitaires au minimum.
- Les donateurs devraient donner la priorité aux pays et aux contextes de crise, notamment ceux qui comptent un grand nombre de filles non scolarisées, lorsqu'ils et elles allouent l'aide publique au développement (APD) à l'éducation.
- Les donateurs bilatéraux devraient poursuivre et, si possible, accroître leur soutien aux mécanismes de financement multilatéraux qui mettent l'accent sur le soutien à l'éducation des filles en situations de crise, tels que le fonds Éducation Sans Délai (ESD) et l'accélérateur d'éducation des filles du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE).

Actions pour la société civile

C'est un moment crucial pour la communauté de l'éducation en situations d'urgence (ESU) pour agir et capitaliser sur la prise de conscience accrue de l'importance d'une ESU de qualité, sûre et inclusive pour les femmes et les filles.

- L'INEE et d'autres réseaux mondiaux devraient utiliser leur pouvoir de rassemblement pour réunir les donateurs, les décideurs politiques, les personnes qui assurent la mise en œuvre et les populations affectées afin d'améliorer à grande échelle l'éducation des filles dans les contextes de crise. Cela nécessitera une évaluation approfondie et une compilation des preuves de ce qui fonctionne ainsi que des approches coordonnées en matière de financement et de mise en œuvre.
- La société civile des pays donateurs doit demander des comptes aux gouvernements donateurs sur le respect de leurs engagements en matière de dépenses pour l'éducation des filles et des femmes en situations de crise, en particulier lorsque les personnes politiques cherchent à justifier la réduction de l'APD à l'éducation en invoquant la nécessité de donner la priorité aux dépenses intérieures.

Actions pour les personnes qui collectent et assemblent des données

Ces actions s'adressent à un large éventail de parties prenantes impliquées dans la collecte et le rassemblement des données, allant de celles qui mènent des évaluations rapides au niveau local, aux organisations internationales responsables du rassemblement des données au niveau mondial.

- Les personnes qui collectent et et qui assemblent les données de suivi au niveau mondial, y compris les gouvernements et l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), devraient examiner la pertinence des ensembles de données mondiales actuelles sur l'accès et les compétences numériques des enfants et des jeunes, en tenant compte de la nécessité de suivre les écarts numériques liés au genre et à la sécurité en ligne.
- Les personnes qui collectent et et qui assemblent les données sur la violence à l'encontre des enfants doivent améliorer la collecte de données sur la VBG en milieu scolaire, en veillant à ce que les données soient recueillies sur les lieux où la violence a lieu, et en garantissant le respect de la vie privée des personnes qui déclarent avoir subi des violences, en particulier des violences sexuelles. Une collecte des données plus présente sur la VBG en milieu scolaire dans les contextes de déplacement forcé.
- Les gouvernements et les acteurs et actrices humanitaires devraient veiller à ce que les données sur les déplacements forcés dus à des catastrophes liées aux conditions météorologiques soient désagrégées au minimum par âge, par sexe et par d'autres facteurs croisés si possible.
- Les personnes qui collectent et et qui assemblent les données au niveau international, ainsi que les organisations qui mettent en œuvre des programmes financés par des donateurs, devraient collaborer avec les acteurs et actrices locales comme les

organisations communautaires, les groupes de défense des droits des femmes et les filles elles-mêmes, pour recueillir et analyser les données sur l'éducation des filles.

- Les personnes qui collectent et qui rassemblent les données devraient rechercher des partenariats de recherche dans tous les secteurs, tels que l'éducation, la protection sociale, la protection de l'enfance, la santé, la justice, les finances et la planification afin de développer une image globale de l'éducation, de la protection et du bien-être des filles.
- Les organisations devraient donner la priorité au renforcement des capacités et aux échanges sur la collecte ainsi que l'analyse de données sensibles au genre, afin d'améliorer la quantité et la qualité des données, ainsi que les preuves sur l'ESU des filles.

Actions pour les personnes qui financent la recherche

- Les donateurs et autres investisseurs pour la recherche en éducation devraient investir dans des études empiriques rigoureuses sur l'efficacité de différentes approches de l'enseignement à distance pour l'apprentissage, l'accès et la rétention des filles dans l'éducation, en tenant compte d'autres facteurs croisés affectant l'accès à la technologie.
- Les personnes qui financent des programmes et la recherche devraient investir dans des évaluations à plus long terme de l'efficacité des programmes de prévention de la VBG en milieu scolaire.
- Les donateurs et les partenaires de développement devraient investir dans la recherche sur l'impact lié au genre du changement climatique et sur l'efficacité des politiques et des programmes relatifs au changement climatique pour l'accès des filles à l'éducation et les résultats d'apprentissage.
- Les donateurs et les partenaires de développement devraient étudier comment l'éducation peut permettre aux filles de devenir des agents de changement dans le contexte de la crise climatique et financer cette recherche. Ils et elles devraient également financer le développement et le pilotage d'approches efficaces dans ce domaine.
- Les donateurs de la recherche devraient encourager et financer des partenariats de recherche qui s'étendent à tous les secteurs et acteurs et actrices. Ils et elles devraient également encourager et financer ces partenariats entre les institutions et organisations internationales, entre les organisations nationales et les chercheurs individuels basés dans les zones touchées par une crise.

Actions pour le personnel enseignant et autre personnel de l'éducation

- Le personnel enseignant et autre personnel de l'éducation devraient plaider pour le développement, la mise en œuvre et le suivi de codes de conduite et de mécanismes d'orientation sensibles au genre en matière de VBG en milieu scolaire, en ciblant leurs efforts sur les chefs d'établissement en particulier.
- Le personnel enseignant et autre personnel de l'éducation devraient plaider en faveur d'un développement professionnel complet de la pédagogie sensible au genre, tant pour l'enseignement en personne que pour l'éducation à distance, en ciblant leurs efforts sur les chefs d'établissement en particulier.
- Le personnel enseignant et autre personnel de l'éducation devraient travailler avec les parents et les éducateurs pour éliminer les obstacles de genre aux apprentissages à distance des filles. Ils devraient également fournir aux parents et aux éducateurs et éducatrices des conseils pratiques sur la meilleure façon de soutenir l'apprentissage des filles dont ils et elles ont la charge.
- Le personnel enseignant et autre personnel de l'éducation devraient promouvoir le développement de la résilience climatique et des « compétences écologiques ». Ils et elles devraient également aider les élèves à devenir des agents du changement dans la crise climatique.



**Réseau Inter-agences
pour l'Education en
Situations d'Urgence**